



CONSULTATION PUBLIQUE DU 27 JUILLET 2017 N°2017-012 RELATIVE A LA CREATION D'UNE ZONE DE MARCHÉ UNIQUE DU GAZ EN FRANCE AU 1ER NOVEMBRE 2018

-- Réponses de Solvay Energy Services --

Question 1 : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?

Oui.

Question 2 : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?

Oui.

Question 3 : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?

Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?

Oui.

Question 5 : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée a priori, les jours où les travaux ont un petit impact ?

Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?

Oui.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?

Oui.

Question 8 : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?

Oui.

Question 9 : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?

Oui.

Question 10 : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?

Oui.



Question 11 : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?

Il est nécessaire de bien identifier les capacités dont il est fait question ici. Nous sommes favorables à l'interruption des capacités interruptibles aux Points d'Interconnexion Réseau (PIR) avant le déclenchement des mécanismes de spread localisés.

Les PIR bénéficient du fonctionnement des super points. Une fois la restriction appliquée au niveau des points frontières (amont ou aval), les expéditeurs seront en mesure de répondre à l'appel d'offre du spread localisé.

Question 12 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?

Oui.

Question 13 : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des spreads localisés telles qu'elles sont proposés par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?

Nous sommes favorables aux modalités opérationnelles proposées par les GRT.

Nous attirons l'attention de la CRE sur le risque de congestions éventuellement plus ou moins accentuées. La campagne d'injections estivales peut par exemple être propice à des situations tendues. Dans de telles circonstances, et sachant que l'injection en stockage d'un volume n'est physiquement jamais à une semaine près, il serait inacceptable que des injections maximales simultanées au sud (de NS3 ou NS4 par exemple) aillent provoquer une congestion, celle-ci appelant donc une offre ...de réduction d'injections ...par les mêmes acteurs ! Une grande vigilance de la CRE est donc absolument nécessaire, avec l'aide des GRT : chaque occurrence de congestion conduisant à l'activation d'un AO de « spread localisé » devra faire l'objet d'une analyse de normalité, et en tout état de cause un REX spécifique sera nécessaire après le 1^{er} exercice.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?

En matière d'horaire pour la notification en J-1 si cette option est retenue, ne jamais dépasser 18h en tout état de cause pour maximiser le taux de réponse aux appels d'offre.

Question 15 : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Oui.

Question 16 : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Oui, Solvay est favorable sur le principe et demande à anticiper au plus tôt les ateliers de travail en concertation Gaz pour définir les modalités de mise en œuvre. Il est important de faire participer toutes les flexibilités potentielles, y compris celles de certains industriels (certains procédés peuvent être flexibles, certains industriels disposent éventuellement de combustibles alternatifs en chaudières, etc).



Question 17 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Solvay n'est pas défavorable à ce que les opérateurs de stockage, qui gèrent et optimisent déjà actuellement leur gaz de performance puissent participer au mécanisme du spread localisé.

Question 18 : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?

Il est bien entendu pertinent de fixer un prix plafond, pour les raisons déjà évoquées d'effet d'aubaine toujours possible, et en particulier pour les 1ères années de mise en place d'un tel nouvel outil de marché.

En matière de niveau, nous référant aux prix qui ont été retenus pour les simulations, nous estimons que :

- Pour l'été, un niveau de 3€/MWh est très excessif, et un niveau de l'ordre de 1€/MWh paraît plus normal. En effet :
 - Les investissements Val de Saône & Gascogne-Midi augmenteront les capacités fermes Nord vers Sud de tout de même 230 GWh/j, ce qui est considérable => Normalement, toutes choses égales par ailleurs, il ne devrait y avoir aucune congestion en été à l'avenir.
 - Ce sont donc essentiellement les injections estivales en stockage, plus ou moins prononcées ...bien que jamais « urgentes », qui induiront d'éventuelles congestions en été. Il n'est donc pas justifié de rémunérer à l'excès le ralentissement momentané d'une injection estivale. Rappelons qu'actuellement 180 GWh/j de capacités Nord-Sud sont interruptibles, avec partage 50/50 entre la réduction des injections (donc jusqu'à 90 GWh/j de baisse) et la réduction des capacités de transport. Les futures capacités fermes additionnelles des réseaux de transport, à hauteur de 230 GWh/j (à compter du 1^{er} Novembre 2018), devraient donc normalement éradiquer toute congestion estivale.
- Pour l'hiver, le niveau de 10 €/MWh doit être un maximum envisagé. Cela représente tout de même 2/3 de l'actuel prix de marché.

Question 19 : Etes-vous favorable au recours à des spreads localisés pour lever les congestions résiduelles?

Oui.

Question 20 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?

Oui.

Question 21 : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?

Oui. En cas de pénurie, il est en effet indispensable de faire déjà appel à l' « intelligence collective » permise par une répartition mutualisée des contraintes ...plutôt qu'à des délestages plus ou moins « sauvages » de certains sites consommateurs, délestages d'une part évidemment non optimisés en répartition de volumes, ...et d'autre part jamais dénués de risques technologiques et en matière de sécurité (par exemple pour certains procédés industriels, etc...).



Question 22 : Considérez-vous, comme la CRE, que le swap stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?

Oui.

Question 23 : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?

Oui.

Question 24 : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?

Oui.

Question 25 : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?

Solvay est effectivement favorable aux mécanismes successifs proposés par la CRE en cas de congestion, avec le même ordre de priorisation.

Question 26 : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?

Oui. En tout état de cause, veiller à assurer le « juste niveau » de l'information divulguée (c'est-à-dire pas forcément trop ni trop tôt), ...ceci de manière à ne pas engendrer d'effet d'aubaine potentiel pour certains acteurs susceptibles d'amplifier la situation à risque.

Si l'information est disponible sur les portails, il est important pour les premiers mois de doubler cette information par email pour familiariser les acteurs avec le nouveau mécanisme.

Question 27 : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT?

Oui.

Question 28 : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver?

Oui, moyennant cependant un travail préalable en Concertation Gaz.

Question 29 : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?

Oui.

Question 30 : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?

Oui.

Question 31 : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (flow commitment) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?

SOLVAY n'est pas opposée à l'étude d'un mécanisme de réserve du type flow commitment. L'objectif de l'étude serait

- de prédéfinir les conditions dans lesquelles GRTgaz et/ou TIGF lanceraient un AO, exceptionnellement, dans le courant d'un hiver à risque particulier, auprès de contreparties susceptibles d'apporter alors rapidement le service d'engagement de flux localisé (dans un délai n'excédant pas 1 mois)
- de strictement en minimiser le coût a posteriori (bien sûr il ne devrait y avoir aucun coût a priori).

SOLVAY ENERGY SERVICES S.A.S. - 25 rue de Clichy - 75009 Paris - France -

T : +33 (0)1 53 56 61 02 - F : +33 (0)1 53 56 61 10

Société par Actions Simplifiée au capital de 33.000.000€

RCS Paris 428 766 976 – TVA intracommunautaire FR 42 428 766 976

www.solvay.com



Question 32 : Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 33 : Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?

Un compte de neutralité ad hoc, mesurant l'impact du traitement des congestions, doit effectivement être mis en place.

Solvay partage le sentiment de TIGF que l'impact des congestions induites par les travaux (« petits » ou grands) doit être séparé dans un compte spécifique (différent du compte de neutralité relatif aux congestions hors travaux).

La clé de répartition proposée par les GRT convient à Solvay à condition que :

- Les flux livrés aux interconnexions (quittant le territoire) soient pleinement impactés comme toutes les livraisons
- Les flux injectés vers les PITS soient également impactés
 - Ceci compte-tenu du risque (clairement démontré par les GRT en Concertation Gaz) que les injections estivales ...soient justement potentiellement les principales responsables des congestions!

Question 34 : Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de spread localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?

Oui. Prévoir bien entendu un REX dès le printemps 2018 (de manière à affiner si nécessaire les conditions opérationnelles ensuite avec la future PMU).

Question 35 : Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?

Oui.

Question 36 : Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?

Le prix du produit localisé doit être intégré dans le calcul du prix moyen, mais en raison des limites maximales exposées en réponse à la question 18, Solvay estime que pour la première période, ce prix ne soit pas retenu dans les éventuels extremums des interventions des GRT.

Question 37 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?

Il nous semble prématuré de stopper dès cet hiver le dispositif de « gaz circulant », et nous recommandons donc d'en reporter l'interruption au 1^{er} Novembre 2018.